

Comment la fermeture des écoles suite à la crise du coronavirus augmente les inégalités sociales en Suisse

Valentina Petrovic
9th June 2020



La fermeture des écoles à la mi-mars a mis de nombreuses familles en grande difficulté. Malgré l'enseignement à distance et les grands efforts de l'école et des enseignantes et enseignants, cette situation exceptionnelle a encore aggravé les inégalités sociales entre enfants issus ou non de la migration en Suisse.

Même si la vie quotidienne a changé pour toutes les familles sans exception depuis le 16 mars, il existe d'énormes différences en termes d'impact de l'état d'urgence sur les enfants. En plus des tâches ménagères et du travail à domicile, du jour au lendemain, de nombreux parents ont dû assumer un rôle d'enseignant. Mais c'est trop pour de nombreuses familles, surtout pour celles qui ne parlent pas une langue nationale, ou qui n'ont pas terminé leurs études en Suisse, c'est-à-dire principalement des familles issues de la migration.

"Le rêve de tout agriculteur est que son enfant devienne médecin." [\[1\]](#)

Aujourd'hui, ce ne sont plus les agriculteurs qui nourrissent cet espoir, mais les migrantes et les migrants. Ces dernières et derniers font souvent partie de la classe ouvrière et ont un niveau de formation inférieur. Leurs conditions de travail précaires et instables coïncident souvent avec un

faible niveau d'éducation. Par conséquent, leurs enfants doivent lutter contre une double inégalité. Ils ont à la fois un capital économique moindre et un niveau d'éducation plus faible.

La situation initiale des enfants au sein d'une classe est donc inégale car tous les enfants ne bénéficient pas des mêmes chances au départ.

L'institution sociale qu'est l'école est donc considérée par de nombreuses familles comme une chance de promotion sociale et économique pour leurs enfants. Grâce à l'enseignement scolaire en Suisse et à la maîtrise d'une langue nationale, les parents espèrent que leurs enfants bénéficieront un jour d'une vie meilleure et ne seront pas obligés d'exercer un travail peu qualifié ou pénible physiquement. Toutefois, afin que cela soit possible, les parents dépendent beaucoup du fonctionnement du système scolaire quotidien et de ses enseignantes et enseignants. C'est surtout en période de stagnation économique que ces mécanismes de l'institution éducative transparaissent.

Le coronavirus a également affecté de manière inattendue le système éducatif

Suite à l'annonce du Conseil fédéral concernant la fermeture des écoles, les enseignantes et enseignants n'ont eu que peu de temps pour proposer des solutions provisoires à l'enseignement à distance. Cependant, même si le passage à l'enseignement numérique a globalement fonctionné, les enfants doivent résoudre seuls les devoirs qui leur ont été donnés. Il est clair que les enfants qui grandissent dans des familles où leurs parents parlent une langue nationale, connaissent le système scolaire suisse ou d'un pays voisin et sont eux-mêmes mieux éduqués, ont un avantage.

Au temps du coronavirus, les inégalités augmentent. L'adaptation de chaque enfant à la situation dépend donc particulièrement du facteur *chance*, comme par exemple de la volonté de quelqu'un du voisinage de leur fournir un soutien scolaire gratuit. [Dagmar Rösler](#), présidente de l'Association faitière des enseignantes et enseignants suisse, le dit bien : "C'est en effet la plus grande préoccupation des enseignantes et des enseignants. Les différences de niveau social des familles, que nous, enseignants, avons déjà entrevues, remontent maintenant à la surface lors de la crise. J'espère vraiment que la politique a déjà commencé à y réfléchir." [2]

La réouverture des écoles ne résout pas automatiquement le problème

Dès aujourd'hui, 11 mai, les enfants de Suisse peuvent retourner à l'école après de nombreuses semaines passées à la maison. En raison de la qualité variable de l'enseignement à domicile, il serait important d'être prêt à débloquer des ressources étatiques pour aider les membres les plus faibles de la société à ne pas perdre complètement le fil. Cela pourrait par exemple prendre la forme d'heures ou de cours de soutien scolaires supplémentaires.

Dagmar Rösler s'en réjouirait également, car l'expérience montre que le soutien individuel apporte beaucoup d'avantages : "Par le passé, il y avait dans de nombreux cantons des éducateurs spécialisés qui soutenaient les familles à domicile pendant de longues périodes. Malheureusement, on a arrêté de le faire pour des raisons de coût." [2]

Pourtant, il serait extrêmement important de lancer une discussion dès

maintenant et de présenter des propositions de solutions afin que le système scolaire puisse mettre en place les structures nécessaires. Sinon, les inégalités sociales entre enfants non seulement persisteront mais s'accroîtront en raison de la crise déclenchée par le coronavirus.

Dans l'intérêt des générations futures, il conviendrait non seulement de débattre de prêts de plusieurs milliards pour les entreprises, mais aussi de se pencher sur la situation de celles et ceux qui sont rarement entendus ou vus. Sans oublier que le travail à domicile n'est souvent pas possible pour les familles des classes les moins favorisées: le travail dans le secteur des services peu qualifiés, dans l'industrie de la construction, dans les soins ou les travaux de nettoyage est en grande partie effectué par ces mêmes parents sans qui la situation en Suisse ces dernières semaines n'aurait pas été tenable.

[1] Citation tirée d'une discussion avec Fawwaz Traboulsi, professeur de sciences politiques et d'histoire à l'AUB (American University Beirut), date ?

[2] Entretien de l'auteure avec Dagmar Rösler (via Zoom, 03.04.20)

Image: [Pädagogische Hochschule Zürich](#)